Lettre d'Andreas aux prisonniers de Stammheim

1918. Nous n'avons pas le texte de la déclaration sur les faits que les quatre prisonniers ont dit en janvier durant deux jours à Stammheim d'après un manuscrit et des notes : manuscrit et notes ont été saisis. Or, il s'agissait du texte le plus important de Stammheim, parce qu'il renferme une présentation complète des fondements analytiques de la politique du groupe.

Alors que tout le procès a été enregistré sur magnétophone, cette partie n'a pas été enregistrée — et il n'y a pas non plus, et ceci est important, de procès-verbal — alors que Prinzling avait empêché pendant sept mois une longue déclaration au procès.

Les trois fragments présentés ici ont été pris en notes par hasard à la fin du premier jour.

Ce texte comprend de plus la lettre d'Andreas où il explique aux autres prisonniers comment l'analyse doit être construite.

Nous pensons que les prisonniers vont rédiger cette déclaration et que nous pourrions la publier au début de l'année prochaine.

Comité international de Défense des prisonniers politiques en Europe de l'Ouest. Section R.F.A.

Le déroulement — la marche de l'intervention telle que nous allons (à peu près) la développer — en bref :

Il faut partir des deux lignes :

Révolution d'Octobre et décolonisation.

La brèche — dans le rapport du capital — a eu lieu par la

Révolution d'Octobre. Sa défense, donc son obligation d'accumuler, développe parallèlement au mouvement du capital, une non-simultanéité qui trouve son expression la plus parfaite dans le potentiel over-kill qui s'affronte : la machinerie devenue autonome.

La Révolution d'Octobre détermine le rapport de forces dans les métropoles — son histoire : révisionnisme, le désarmement de l'affrontement dans l'économie, dans les luttes économiques —

qui, lui, définit la défaite politique de la révolution ouest-européenne — et ainsi l'antagonisme de classe comme moteur du développement capitaliste, et

dans le processus de décolonisation,

se développe le rapport de forces global — entre capital et classe révolutionnaire.

Ces deux lignes se rejoignent au moment de l'équilibre stratégique et du basculement du capital dans la défensive stratégique : la guerre au Vietnam.

Puis : l'impérialisme — la chaîne impérialiste ; à l'intérieur de cette chaîne la reproduction de l'hégémonie du capital américain et les conditions de production et d'utilisation qui caractérisent sa domination (dans les formations situées à un niveau plus profond) dans les centres d'accumulation du capital.

Troisièmement : histoire — la création de la République fédérale comme agence politique du capital U.S.

et comme Etat de counter-reaction dans la guerre froide ; l'impuissance de l'ancienne gauche, sa défensive due au fait qu'elle reste prise dans l'opposition Est-Ouest — jusqu'à la fin de la période de reconstruction, jusqu'à la rupture entre sphère de production et sphère de circulation dans les crises des années 1960 dans tous les centres d'accumulation de l'impérialisme par la troisième subsumption réelle — sa détermination par les guerres de libération à la périphérie.

Son effet, son coût, le développement de la technologie qu'elle impose au capital : par exemple de l'électronique — déterminent la tentative de la reconstruction stratégique du capital —

donc :

l'intensification de l'exploitation, l'accroissement de la machinerie, le déplacement des centres d'investissement, les technologies de la répression —

(éducation — Etat).

1 rom

C'est-à-dire déterminée par la défensive militaire du capital libre vers l'extérieur, de la limite *politique* de son développement (l'encerclement), la restructuration a lieu entre et contre la pression économique de la classe apolitique dans son organisation déterminée par le capital — la lutte sur le lieu du travail — et par la pression militaire, économique, *idéologique* de la *politique de la classe* : la guerre de libération.

(Pression idéologique : il faudrait analyser cela — anticommunisme, conduite psychologique de la guerre comme expression de l'Etat de crise, de la défensive, etc., *social-démocratie*, Etat social, Etat planifié, etc.)

C'est ce qui explique le forcing du développement de la technologie, et c'est elle qui tout d'abord — dès 1966 — politise le domaine qu'elle *doit* directement désidéologiser et déterminer : par le marché du travail et la réforme structurelle qui passe par l'Etat (on peut dire, comme condition de sa reproduction élargie), l'usine université.

Parce que le processus se déroule en réagissant de façon contradictoire, une couche d'intellectuels se forme qui développe, dans la contradiction entre l'idéologie des sciences bourgeoises et l'organisation de leur formation, c'est-à-dire les conditions d'exploitation de leurs capacités, une conscience radicale de leur prolétarianisation.

Dans ce *processus* — prolétarianisation (qui apparaît forcément d'abord comme : déclassement, expropriation) — politisation elle s'oriente naturellement, non pas au prolétariat des métropoles dépolitisé, maintenu apolitique (dont elle se rapproche objectivement, comme lui se rapproche d'elle, par la déqualification du travail dans le secteur de la production comme de la reproduction, etc.), mais au sujet de ce processus : aux mouvements de libération.

Elle s'« identifie », et devient, par ce que Beaufré appelle « répercussions psychologiques », alliée. Car sa politique désagrège le consensus social dans toutes les métropoles : elle réalise pour la première fois, dans de nouvelles formes de résistance et dans l'action, le refus des masses dans les métropoles *comme mouvement* et comme possibilité révolutionnaire. Elle ébranle, dans les domaines de la reproduction idéologique, la société des métropoles, en articulant le besoin d'une vie sensée, humaine — comme négation de la production capitaliste.

Lié à l'expression la plus radicale et la plus développée de l'impérialisme — la guerre du Vietnam — le génocide —

et à la forme la plus radicale de la négation : la guerre de libération — le mouvement étudiant a pu arriver à un concept entièrement nouveau du capital, de l'Etat et de la structure des relations sociales, imposée par le mode de production et l'institution : l'aliénation.

Tant qu'il a pu transformer ce concept en mouvement, et tant qu'il a pu le *maintenir*, il était fonction *réelle* de la guerre révolutionnaire, parce que son départ comme mouvement de révolution culturelle était la transmission qui a brisé les conditions de l'agression militaire, le consensus passif à l'intérieur du système des Etats appartenant au bloc U.S.,

et qui, par cela, a compris les conditions du consensus dans les métropoles, déterminé par le capital : l'exploitation à la périphérie,

ce qui devait, nécessairement, développer de nouvelles formes de répression dans les métropoles et ainsi une nouvelle conscience : celle de l'*identité* de la répression à l'intérieur et à l'extérieur ;

et, par là, le concept du *lien stratégique international*, de nouvelles formes de résistance et de l'offensive : guérilla.

A partir de cela, il se développe une nouvelle conscience de la dialectique entre guerre de libération à la périphérie et résistance dans la métropole : internationalisme prolétarien — nouveau concept de classe par la guerre de libération — prolétariat mondial.

Non seulement la guérilla détruit le consensus — mais de plus, par elle, une destruction réelle — une diffusion devient visible (ce que Augstein, éditeur du *Spiegel*, déplore comme « l'existence perdue de la réalité de l'unité » de la bourgeoisie).

Au cours de cette désagrégation, parce que ce processus n'a pas de base de classe, une partie du mouvement se marginalise nécessairement — il se développe une bohème, c'est-à-dire un ésotérisme édenté, qui, dans la situation des exclus — du ghetto — cherche encore des îlots privilégiés. La majorité est intégrée dans les institutions : il n'y a pas eu de « marche à travers les institutions », il y a eu la marche vers les carrières bourgeoises. Ce qui restait, était l'« infime minorité » qui a développé stratégiquement l'identité de son départ, de sa possibilité existentielle comme négation : la guérilla urbaine.

Voilà donc pour cette phase — *nouvelle gauche*, son potentiel socio-économique, sa force explosive et sa nécessité.

Elle a pu être intégrée par l'Etat, par l'intermédiaire de la

social-démocratie au pouvoir — dans un déroulement au début duquel il y avait la promesse de l'amnistie comprise dans celle d'une réforme universitaire, qui, dans le développement de l'antagonisme global de classes et de ses contre-coups dans la métropole, faisait apparaître le véritable caractère de la réforme comme stratégie du capital : répression, sélection, interdictions professionnelles, etc. — parce que — c'est sa *condition* — elle n'avait pas sa base dans le prolétariat, et parce que l'intégration politique très large de la couche des intellectuels et du prolétariat ne peut marcher que dans des situations révolutionnaires — dans l'organisation *révolutionnaire*, c'est-à-dire dans l'*attaque* politique de la classe, mais pas dans la superstructure.

Ensuite : social-démocratie — sa fonction pour la reconstruction du capital dans sa défensive stratégique, et son projet : légalisation et étatisation de la société, socialisation de la répression, fascisme comme stratégie institutionnelle, au niveau intra-étatique et inter-étatique, tout ceci lié à la méthode de la stabilisation du pouvoir, que le capital a développé contre les mouvements de libération à la périphérie : counter-insurgency. Sa fonction comme parti au gouvernement de la puissance dirigeante impérialiste en Europe occidentale, pour la stratégie du capital américain, dans la C.E.E. et l'O.T.A.N. comme organisateur de nouvelles stratégies d'oppression du capital contre les mouvements de libération à la périphérie.

Nous devons expliquer maintenant comment le processus de la crise, *du fait de la guérilla*, de l'*attaque* et de la réaction qui, par elle, apparaît forcément de manière ouverte, porte la récession et la répression, sur le plan militaire, *vers l'intérieur* (même par sa structure : sa machinerie répressive) — et comment il définit les lignes de démarcation dans les métropoles comme une partie du front de la guerre de libération. En *commençant* la lutte (en brisant la trêve des armes) — par son histoire : prolétarisation — par son *expérience* de l'appareil, et par sa condition : son analyse — son concept de la résistance et de l'*attaque* : politique prolétarienne armée —

Les deux éléments constitutifs de la guérilla urbaine :

Premièrement

Protagoniste des affrontements de classes dans les métropoles, du développement de la ligne de démarcation entre travail et capital/Etat impérialiste vers un front, comme résistance contre le processus de fascisation intra-étatique, et opérateur de la résistance contre l'Allemagne fédérale comme Etat-noyau de la stra-

tégie américaine, qui se développe en Europe occidentale —

et le deuxième élément

Fonction politico-militaire sur les lignes extérieures de l'offensive d'une politique prolétarienne : de ces guerres de libération des peuples du tiers monde, où le front du capital s'est heurté à sa limite politique — fonction de l'internationalisme prolétarien.

Au niveau de la classe, il manque ici l'élément de la tactique. Elle ne peut commencer à combattre subjectivement, donc consciemment, donc pour elle, que si elle devient mouvement, front, que si elle atteint finalement le niveau de l'organisation combattante, révolutionnaire.

A partir de la ligne de démarcation de la pacification répressive, que la politique du capital trace par l'oppression et l'aliénation des besoins et par la stratégie institutionnelle, un front contre les technologies répressives de l'anticommunisme développées et imposées en Allemagne fédérale comme nulle part ailleurs, ne peut que se constituer par la lutte armée et par la résistance organisée contre la légalité contre-révolutionnaire, qu'elle développe.

Guérilla dans la métropole est donc tactique — comme l'initiateur du processus de la reconstitution de la classe, comme moment subjectif de la reconquête de la position de classe. C'est par elle que la classe commence à fonctionner comme processus antagoniste (potentiel) à la stratégie du capital — de l'institutionnalisation morte et de la légalisation du rapport de production. C'est par elle que ce potentiel devient dangereux pour le capital — pour son Etat. C'est par elle que se développe, dans la dialectique de répression et résistance *la conscience de classe*. Mais si la classe est stratégie, la conscience de classe est le moment de politique prolétarienne, de sa tactique, de son organisation autonome et de l'internationalisme prolétarien — de l'unité de la lutte contre l'impérialisme sur tous les fronts.

Nous essayerons de développer notre analyse sur deux niveaux — dans leur dialectique l'un par rapport à l'autre, qui montre en même temps la possibilité et l'actualité de la politique révolutionnaire dans la métropole.

C'est premièrement

la ligne intérieure. C'est l'effondrement tendanciel du rapport du capital — à l'échelle mondiale, par l'offensive militaire, politique et économique de la politique prolétarienne, en partant

du *front* — de la guerre de libération des peuples du tiers monde — qui ne fait qu'un avec la révolution sociale à la périphérie.

C'est deuxièmement son effet sur la ligne extérieure, la crise, le mouvement du capital dans sa réaction et son expression politique — l'Etat surdéterminé du capital dans les centres d'accumulation. Ainsi les processus de concentration du commandement capitaliste, les processus de réorganisation du capital, et donc le processus technologique. L'accroissement de la machinerie — la tentative, dans la crise, de la continuité du développement capitaliste dans la *défensive*. Et de ce fait aussi la réorganisation du prolétariat, et de nouvelles formes de répression et d'insurrection dans la métropole : la *nécessité* de la politique armée.

Nous partons en cela d'un *seul* front de la lutte de classes, dans la guerre de libération, d'une ligne de démarcation à l'intérieur de la métropole et d'une ligne de démarcation entre bloc socialiste et impérialisme. Il faut expliquer — c'est-à-dire ce sera la tentative, à savoir historiquement : sur le plan de la *nécessité* et de la structure : de la *possibilité* — comment nous devons, en partant de l'offensive de la politique prolétarienne dans la guerre révolutionnaire et de la révolution sociale dans le tiers monde

combattre dans les centres, pour transformer les lignes de démarcation de la lutte des classes ici, en un front ouvert, et la crise économique globale du capitalisme, en sa crise finale, politique.

Nous analyserons moins, comme le fait la discussion orthodoxe, la limite du développement du capital à partir de lui-même, mais à partir du rapport du capital global déterminé, par les guerres de libération, par la *politique* de la classe révolutionnaire. Ceci conduit forcément à développer un concept de la pertinence de la base pour la politique, sur lequel se fonde le projet stratégique de la guérilla dans la métropole, projet dont nous ne dirons que très peu de choses, maintenant qu'il est clair que la Rand Corporation analyse nos textes.

La question se pose donc de savoir comment on peut arriver à cette forme spécifique, historiquement possible, de violence révolutionnaire, qui correspond à l'emploi institutionnel du pouvoir, et ceci dans un concept qui viserait la rupture révolutionnaire, dans une définition de la réaction en Europe,

contre laquelle l'action de masse ne peut avoir un sens que si elle intègre l'expérience du front de la lutte armée mondiale.

Plus le capital s'organise et plus il devient planificateur dans l'Etat, plus aussi le problème d'une forme de lutte se pose qui fasse avancer le développement ici,

qui articule de façon offensive les luttes de classes économiques, dans leur défensive internationale — car la violence est un potentiel économique —

et plus aussi se pose le problème d'une action politico-militaire de l'avant-garde révolutionnaire se définissant en elle, qui intervienne directement dans la crise de la métropole et qui détermine son déroulement, sa solution *pour* l'offensive internationale de la guerre de libération. L'objet de l'analyse est de trouver dans quelle mesure ces deux fonctions existent déjà, où et comment nous devons porter notre attaque, pour établir la relation.

Benjamin — une fois de plus — dit :

« Le sujet de conscience historique est la classe opprimée en lutte. Chez Marx nous la voyons comme la dernière classe asservie, la vengeresse, celle qui mène à son terme l'œuvre de la libération, au nom de générations de vaincus. Cette conscience, qui a fait sa réapparition, pour un temps bref, lors du mouvement spartakiste, a dès le début choqué la social-démocratie. Au cours de trois décennies, elle a réussi à effacer le nom d'un Blanqui presque entièrement, dont le son d'airain a fait frémir le siècle dernier. Elle s'est plu à attribuer à la classe ouvrière le rôle de sauveur des générations futures. Par là, elle lui sectionna le tendon de sa meilleure force. La classe, dans cette école, a désappris à la fois la haine et la volonté de sacrifice. Car les deux se nourrissent à l'image des aîeux asservis, et non à l'idéal des petits-enfants libérés. »

Cette détermination de Benjamin est fondamentale. Car l'esquisse d'une utopie qui se veut socialiste, ne peut toujours être que la tentative de rendre la révolution attractive comme marchandise, et, par là, d'*attendre* sa conjoncture. La révolution n'est réelle que par la négation de ce qui existe, par sa destruction, par le démantèlement du rapport de production capitaliste — sur le plan économique, militaire, culturel, idéologique. La fonction de l'utopie est, selon toute *l'expérience*, une forme d'arrangement avec les mauvaises conditions actuelles.

69

libel [Trois fragments de la déclaration sur les faits des prisonniers,
janvier 1976

Le moment, où le mouvement impérialiste du capital opérant en Allemagne fédérale, comme mouvement agressif sur le plan quantitatif et qualitatif, et expansionniste envers le tiers monde,

est devenu évident, a nécessairement coïncidé avec le (premier) moment de la crise de développement du capital monopoliste ouest-allemand depuis 1945.

Le processus qui commence à ce moment signifie la fin de l'après-guerre, qui avait été caractérisée par la prospérité et par l'ascension de l'impérialisme U.S. au rang de puissance dirigeante globale —

Il signifie la fin de l'hégémonie indiscutée de l'impérialisme U.S. et il est, en même temps, en tant que processus unitaire, le contre-coup des effets politiques et économiques que la guerre de libération vietnamienne victorieuse et l'offensive des mouvements de libération du tiers monde, ont eu sur l'impérialisme U.S. et en conséquence sur le système global des Etats qui dépendent de lui.

En Allemagne fédérale, les répercussions sur le capital ont trouvé leur expression politique dans les modifications des appareils idéologiques et répressifs d'Etat, qui signalent le début de la transformation de l'Etat constitutionnel bourgeois en un Etat fasciste.

Avec la disparition, même sur le plan formel, de l'opposition : par la formation de la Grande Coalition, il était devenu clair que l'opposition, dans cet Etat, ne pouvait être qu'extra-

parlementaire, antiparlementaire et donc tendanciellement illégale.

Cela ne veut pas dire que sur le principe, le S.P.D. n'ait pas été prêt bien avant, dès 1945, à agir pour l'impérialisme U.S. en Allemagne fédérale, après qu'il ait tenté, du moins en partie, de collaborer avec les fascistes dès 1933 — il a toujours été prêt à cela. Son histoire en tant que parti est l'histoire du capitalisme dans la crise. N'avoir pas reconnu cela, en dit long sur les illusions de la gauche ici, et il est vrai qu'elle a dû se dissoudre avec l'entrée du S.P.D. dans la grande coalition.

L'élimination de l'apparence même de substance dans l'enveloppé parlementaire-démocratique revêtu après 1945 et la réduction, faite finalement de façon ouverte, des instances parlementaires à un appareil de simple approbation, la liquidation aussi des rituels creux et corrodés de l'opposition parlementaire, étaient l'expression de la nécessité d'adapter la machine d'Etat impérialiste aux nouvelles conditions de la reproduction du capital, d'augmenter son efficacité pour protéger la production capitaliste menacée par le changement du rapport de forces global.

Aux U.S.A. mêmes, ce processus avait sa contradiction dans les soulèvements du peuple noir, qui, dans les ghettos, a toujours été soumis à un système ouvertement fasciste — et dans l'accroissement du mouvement de masse contre la guerre au Vietnam.

En Allemagne fédérale, à partir de la modification qualitative, transformatrice de l'Etat impérialiste, s'est développé, comme sa contradiction, le mouvement étudiant.

C'était la couche des intellectuels, leur formation et position sociale comme fossiles de l'époque du capitalisme concurrentiel, qui était touchée directement par les modifications au niveau de la superstructure.

La fonction des intellectuels — être des vecteurs de l'idéologie de l'Etat de droit démocratique-bourgeois, de ses valeurs politiques et culturelles — entrainé en contradiction avec leur nouvelle fonction de contrôleur et de technicien dans le processus de production monopoliste — de même que l'Etat impérialiste sous sa forme d'Etat constitutionnel bourgeois, avec toute son idéologie du développement du capital international dans la défense stratégique, dans la lutte contre la chute du taux de profit, devient dysfonctionnel et se dissout forcément de façon réactionnaire, est transformé en un Etat fasciste.

18
18
Ce dont cet Etat a besoin, ce n'est plus d'intellectuels et de techniciens qui réfléchissent encore sur le sens de leur travail et sur l'idéologie du système. Il a besoin d'intellectuels et de techniciens qui fonctionnent sans problème comme partie de la machinerie de la production du profit et qui se trouvent dans le profit comme but de production, le sens de leur activité, leur identité.

Cela signifiait la nécessité de restructurer la formation et de son adaptation aux intérêts du capital internationalisé et donc la nécessité d'éliminer les privilèges des intellectuels.

Dans la mesure où la protestation des étudiants se dirigeait contre cette pénétration du capital U.S. comme dominateur dans le domaine de la formation et entendait par là le maintien des privilèges, elle était un vain appel à la classe dirigeante, dont le moment conservateur et réactif était fondé dans la composition de classes du mouvement étudiant.

Mais ce qui donnait à la protestation du mouvement étudiant son contenu, ce qui rendait possible la *rupture* et le pas vers l'évolution de la lutte des classes à un niveau qualitativement nouveau : celui de la résistance et de l'offensive —

c'était qu'il était, de par son origine à partir des modifications des appareils idéologiques et répressifs d'Etat, de par le fait qu'il était dirigé contre l'Etat impérialiste, forcément confronté directement à lui, et qu'il comprenait le lien de cette modification avec la modification du rapport de forces global et ainsi le caractère unitaire du système impérialiste, et qu'il était, par cela, anti-impérialiste, internationaliste.

Le mouvement étudiant qui ainsi créa, d'une part, les conditions d'un saut qualitatif dans l'évolution des luttes de classes, constituait *objectivement* ces conditions sans le comprendre : ne put faire *lui-même* ce saut en tant que mouvement de *masse*, parce qu'il n'y avait pas encore de lutte armée, de guérilla. Il ne put faire ce saut, parce qu'il était incapable — sans le moteur de l'action armée — de développer à partir de lui-même la force nécessaire pour cela, pas plus que d'en comprendre seulement la nécessité et la possibilité. Que finalement cette action, la guérilla anti-impérialiste : R.A.F., en soit issue, ne contredit pas ce que nous venons de dire.

Mais la subjectivité du mouvement de masse s'est dissoute — dans le caractère borné, spécifique de la classe petite-bourgeoise, incapable de transformer sa radicalité en politique prolétarienne, d'organiser son militantisme, incapable, à partir

de son propre déclassement, de faire sienne la fonction de la prolétarianisation, ne pouvant et ne voulant se comprendre comme sujet révolutionnaire.

« Le petit-bourgeois — dit Marx — ne peut avoir une position révolutionnaire contre la bourgeoisie qu'autant que le prolétariat est derrière lui. »

Derrière le mouvement étudiant, il y avait la politique prolétarienne de la guerre de libération vietnamienne, des soulèvements des peuples du tiers monde — mais parce que le mouvement étudiant, dans sa révolte, n'a pas pris conscience de la dimension de son départ, et de sa propre prolétarianisation, le mouvement de counter-reaction direct de l'Etat, dans son unité de répression et d'intégration, a forcément détruit la conscience du lien de la lutte ici avec la lutte des peuples du tiers monde, et a finalement désagrégé la position révolutionnaire du mouvement de masse : ce qui déterminera alors sa position, ce n'était plus la politique prolétarienne derrière lui, mais la confrontation avec l'Etat de la social-démocratie, et voilà ce qui conduisit à la perte de sa subjectivité.

Ce qui fait de nous des sujets, c'est le combat contre l'aliénation en tant que combat contre l'appareil « dans lequel cette aliénation s'incarne ».

C'est *parce que* le mouvement étudiant n'a pas saisi le concept du prolétariat — sa définition marxiste, telle qu'elle s'exprimait dans les guerres de libération des peuples du tiers monde, de façon pratique — qu'il n'a finalement pas eu de difficultés essentielles à refouler de sa conscience et de sa pratique, la réalité de l'impérialisme comme système mondial. La tactique de counter-reaction de l'Etat : la loi de l'amnistie a calculé ce processus d'éloignement de la réalité, d'aliénation comme intérêt, et il l'a favorisé comme mesure de la restauration officielle de l'appartenance à la classe bourgeoise, tout en se réservant en même temps, comme alternative à cette offre de corruption, la menace de poursuites de l'Etat, la criminalisation. Le retour à l'ancienne classe rendu possible par le S.P.D. étouffa l'anti-impérialisme et l'internationalisme, effaça des expériences, restaura l'identification à l'Etat au lieu de développer l'identification aux mouvements de libération dans le tiers monde, comme sa fonction spécifique.

Le mouvement se retira à la réalité immédiate de la métropole R.F.A., comme le point de départ de sa pensée et de son action ; il prit un secteur de la totalité concrète du système

mondial pour « toute la réalité », et ainsi l'apparence pour la réalité — et abandonna de la sorte la condition de toute dialectique. Il ne peut plus comprendre cette réalité que de façon linéaire, sa pratique tourne dans le cercle de la reproduction du rapport capitaliste, et ainsi il ne prouve rien d'autre que son incapacité à transformer sa spontanéité, c'est-à-dire son incapacité à la rupture.

Parce qu'il n'était plus capable, du fait de son éloignement de la réalité concrète et du fait de sa conception réifiée du prolétariat, que de faire des peuples combattants du tiers monde, l'objectif d'une présomptueuse pseudo-analyse, et parce qu'il ne faisait que ressasser, à partir de la position chauviniste *blanche* des métropoles, le caractère et la perspective de ses luttes — sans plus reconnaître dans les peuples combattants du tiers monde *les masses prolétariennes*, qui « n'ont rien à perdre sauf leurs chaînes », et qui sont devenus le noyau principal du prolétariat *mondial* par leur révolte, et qui, par cette révolte, sont devenus l'avant-garde de la révolution prolétarienne, et sans plus se reconnaître en eux —

le contenu de la politique du mouvement étudiant, à partir de ce moment, n'était plus l'internationalisme, lutte anti-impérialiste au centre du système mondial, action solidaire avec les mouvements de libération et ainsi transmission de leurs combats *ici*, son action n'était plus militante, sa perspective n'était plus révolutionnaire : lutte armée — mais le problème de sa politique n'était plus que de savoir comment parvenir à toucher ceux qu'il se représentait, du fait de son concept réifié, comme étant le prolétariat de cette métropole : la marchandise, la chose, achetable.

Ce contenu, c'était ce qu'il faisait passer pour une transmission : projection de ses problèmes sur les masses, de son recours aux masses : se cacher derrière elles ;

C'était ce qu'il faisait passer pour internationalisme et solidarité anti-impérialiste : la charité.

C'étaient ses actions : des rituels appartenant aux oripeaux ressortis de la Troisième Internationale ; sa perspective : formation de sectes staliniennes.

La *réalité impérialiste* n'était plus, en tout cas, son problème.

De même que d'une part il ne pouvait, sans le concept du système mondial, accéder à la transformation du mouvement, de sa puissance de masse, en politique prolétarienne armée, et

donc en une tactique révolutionnaire à l'intérieur des métropoles dans le cadre de l'offensive stratégique des peuples combattants du tiers monde, dans lequel cette tactique deviendra stratégie, de même devait-il nécessairement, d'autre part, s'éloigner des luttes de libération dans le tiers monde, du combat anti-impérialiste mondial. Et de même devenait-il forcément — parce que sans la relation réelle, pratique, intégrante avec le processus, il n'y a plus que cette possibilité et perspective — opportuniste, sectaire, révisionniste. Il devait réduire le concept de l'impérialisme à une abstraction vide de sens : une phrase appartenant à un vocabulaire de secte.

Les points forts de ce mouvement ont déterminé aussi son retournement, le pas en arrière — vers la révision de la rupture au lieu de son développement.

Lorsque 30 000 personnes participèrent à la manifestation de mai de l'Opposition extra-parlementaire (A.P.O.) à Berlin, et cinq jours plus tard, le même nombre à la manifestation contre les lois d'urgence à Bonn, l'A.P.O. était arrivée au point contre lequel elle était partie en guerre : elle se battait avec des moyens parlementaires.

Après que le principe « briser les règles du jeu », c'est-à-dire la légalité bourgeoise, lui avait permis le développement d'identité et de subjectivité, elle lutta contre la légalisation de l'utilisation de l'armée à l'intérieur, les mains nues quant à son programme, elle en était arrivée à l'antifascisme bourgeois, à défendre l'Etat de droit capitaliste concurrentiel contre l'Etat capitaliste monopoliste planifié, à l'opposition petite-bourgeoise et au révisionnisme.

Lors de la manifestation contre les lois d'urgence à Bonn — et nous en parlons ici si longuement, parce qu'on peut voir clairement ce dont il s'agit et ce qui s'est passé lors de la séparation de ce mouvement d'avec nous, alors que *nous* ne l'avons pas lâché — l'A.P.O. s'est privée elle-même de sa conscience anti-impérialiste et a abandonné sa dimension : l'internationalisme et par là sa pertinence politique. Elle manifesta par son caractère pacifique que les lois n'étaient pas faites contre *elle*, que la politique prolétarienne n'était pas *sa* cause. Qu'elle refusait de voir désormais le caractère unitaire du système mondial, et donc l'unité de la lutte contre le fascisme de l'Etat impérialiste et du combat armé du peuple vietnamien. Elle manifesta par son caractère pacifique et par l'absence de lien avec le Vietnam — son éloignement de la réalité. Et ainsi la distance par rapport au

prolétariat, et ce qui est sa relation avec la politique prolétarienne depuis : pleine de charité, de prétention, de distance ; et sa relation avec la politique de l'Etat impérialiste depuis : pleine de peur, de complicité, de corruption ; sa relation avec la réalité : brisée, détruite, aliénée.

Ce que Frantz Fanon constatait au début des années 1960 à partir de l'expérience de l'insurrection des peuples du tiers monde : c'est-à-dire que seul avec la colère, la haine, l'existence d'un mouvement spontané « l'on ne pouvait vaincre dans une guerre nationale, qu'on ne pouvait mettre en fuite l'effroyable machine de guerre de l'ennemi », trouvait dans les métropoles sa correspondance dans l'expérience essentielle du mouvement étudiant : que la spontanéité, la révolte peuvent être intégrées si elles ne sont pas armées.

La contradiction globale (dans le mouvement étudiant transmis par la protestation contre la guerre impérialiste) produit la guérilla. Son combat dans la métropole en est l'expression, et elle produit son effet par cette contradiction et pour elle, voilà sa possibilité, et dans cette phase, à partir de la situation de faiblesse subjective du prolétariat ici, elle ne peut formuler rien d'autre comme stratégie.

Sa politique

n'est pas à même de déterminer le processus de transformation de l'Etat impérialiste — la dissolution de l'Etat constitutionnel bourgeois (et de son idéologie) dans la crise économique, et donc politique, et donc culturelle —, qui est inévitable, et elle ne peut certainement pas l'empêcher. Elle peut, dans la polarisation, l'utiliser pour elle. En le montrant et en le faisant apparaître, par son action, comme *réaction*, elle montre les conditions de la politique révolutionnaire et par cela elle fait apparaître sa stratégie.

Mais il est faux de dire que l'appareil qui se gonfle actuellement contre la guérilla urbaine, ne la vise pas, mais toute la gauche légaliste — il est dirigé contre nous, il vise, dans la politique de la guérilla urbaine, le potentiel toujours présent d'insurrection ; et la surdétermination de la réaction de l'Etat (comme sa non-ambiguïté contradictoire) a sa condition dans l'actualité internationale de celui-ci — même si c'est ici qu'il est le plus faible.

L'action de la R.A.F. a été et est possible du fait de la contradiction interne de la métropole elle-même qui depuis la défaite des U.S.A. au Vietnam est déterminée par la défensive globale du capital.

Pour comprendre les transformations et les crises qui apparaissent dans la superstructure et dans la totalité des appareils idéologiques d'Etat, et pour justifier la nécessité et la possibilité d'intervenir armé dans ce processus du côté de la classe, nous devons déterminer plus précisément *ici* les transformations dans le rapport du capital à la base économique.

Du côté de la classe, cela doit signifier, du côté des peuples du tiers monde, car ici il n'y a qu'un ennemi : les trusts internationaux sous l'hégémonie U.S., les alliances militaires impérialistes, le potentiel de pacification répressive auquel le prolétariat dans les métropoles et les peuples du tiers monde sont confrontés.

Au moment de l'équilibre stratégique, de la défensive de l'impérialisme du fait de sa défaite au Vietnam — la situation dans laquelle nous combattons est déterminée par trois lignes et leur dialectique :

- la guerre de libération, la révolution nationale et sociale à la périphérie, qui s'est développée en une offensive militaro-politique, en un front contre l'impérialisme ;
- la ligne de démarcation est-ouest, qui a son point de départ dans la Révolution d'Octobre, dans la première brèche dans le rapport du capital ;
- la ligne de démarcation entre capital et travail dans les métropoles, qui s'est développée en un antagonisme, du fait des

repercussions économiques, politiques et idéologiques de la crise politique du capital à la périphérie.

La socialisation du travail au niveau mondial, par l'intermédiaire de l'internationalisation du capital et ainsi par le caractère global du rapport de production capitaliste sous la domination des U.S.A., demande des initiatives révolutionnaires qui se déterminent directement à partir du contexte international de la lutte des classes — ce sont des actions dans le cadre de l'internationalisme prolétarien. La guérilla urbaine, dans les métropoles, parce qu'elle agit comme une partie du prolétariat mondial, agit comme avant-garde de la politique prolétarienne dans les métropoles.

La forme que les luttes de classes ont prise en Angleterre, France et Italie — revendications d'augmentations de salaires relativement importantes, occupations d'usines, grèves contre l'Etat à cause de l'inflation et absentéisme, est l'expression du refus du prolétariat de continuer à fonctionner comme force productive pour le profit du capital.

Plus le capital, du fait de la chute du taux de profit, se heurte à la limite de son développement, plus il intensifie l'utilisation sans limites de son potentiel de violence, et plus ses buts deviennent visibles : organiser les masses contre la tendance, contenue dans le processus de socialisation totale de la production, à l'insurrection contre l'appropriation privée, contre l'étatisation de la société — Voilà — en bref — le processus, dans lequel la domination du capital et la terreur ouverte contre les masses sont identiques dans le fascisme.

Nous ne voulons pas faire ici l'histoire du mouvement ouvrier — mais on ne peut revendiquer le concept de politique prolétarienne, on ne peut occuper *réellement* la position des masses les plus défavorisées, si l'on ne part pas de la réaction de l'impérialisme en tant que système unitaire. Si l'on ne part pas du fait que la classe dans les métropoles a été vaincue dans le passé, qu'elle a subi des défaites dans les luttes de classes et que sa direction a pu être corrompue. Du fait que le prolétariat dans les métropoles a abandonné les peuples du tiers monde dans leur combat contre l'impérialisme, qu'il s'est supprimé lui-même en tant que classe et qu'il a donc *dû* succomber à l'idéologie bourgeoise, aux campagnes racistes, chauvinistes, anticommunistes.

Si l'on ne part pas du fait qu'il ne peut *devenir* classe, qu'il ne peut développer la conscience de ses conditions historiques, la conscience de classe, qu'il ne peut obtenir, reconquérir son auto-

nomie et son intégrité que s'il comprend l'impérialisme comme un système unitaire et le combat en tant que tel — cela signifie : s'il reconquiert la dimension de l'internationalisme prolétarien comme condition de son combat et de sa victoire sur le capital impérialiste dans son propre pays.

Au moment de l'apogée du mouvement étudiant — dans les actions de solidarité avec la guerre de libération vietnamienne, cela était articulé comme anticipation. Nous avons dit en 1968 : « Le discours sur la révolution mondiale ne peut revendiquer de ne pas être une mystification que dans la mesure où l'avant-garde sur les différents fronts a conscience du fait que son combat particulier n'est qu'un élément d'un ensemble. »

C'est parce que le prolétariat des métropoles a mené ses luttes sans la conscience de n'être qu'un élément d'un ensemble, qu'il a pu être vaincu par le capital en 1918, en 1939 et dans la période de reconstruction après 1945.

En d'autres mots : on ne peut parvenir au concept du rapport du capital, si l'on exclut la partie du monde, que le capital, dans son développement historique, s'est subordonnée, et depuis 1945 c'est le capital sous sa forme la plus développée, celle du trust multinational, qui est le sujet de cette subordination.

Voilà pour ce qui concerne le point de départ de l'analyse. Toute critique la concernant ne pourrait se référer qu'au fait que nous pourrions, à un moment quelconque de son développement, perdre de vue le point de vue stratégique — celui des masses les plus défavorisées — celui de la base de la pyramide —, ce qui voudrait dire — ce qui veut toujours dire : anticiper la défaite de la pratique dans la théorie. Sans stratégie il n'y a pas de tactique.

Marx résumait l'unité du marché mondial qui se formait et se développait à son époque, et par là celle du prolétariat mondial comme unité de différentes formes de domination du capital : « L'hypocrisie profonde et la barbarie intérieure de la bourgeoisie se montrent à nous sans voiles, si nous portons nos regards des métropoles où sa domination a revêtu des formes respectables, civilisées, vers les colonies où elle est brutale. »

Si l'on veut désigner brièvement les phases historiques dans lesquelles le capital a été acculé là où il se trouve actuellement — dans la défense stratégique — il faut utiliser le processus même de décivilisation de sa domination dans les métropoles, comme opérateur de l'analyse.

Le point de retour, à partir duquel les formes de domination

dans les métropoles ont également été privées de leur « respectabilité », à partir duquel son processus est devenu un processus de désidéologisation — est la Révolution d'Octobre.

Depuis 1945, la réaction dans les métropoles est déterminée essentiellement par les luttes de libération des peuples du tiers monde, luttes d'abord anticolonialistes puis anti-impérialistes.

En 1945, le projet U.S. de faire liquider l'U.R.S.S. par l'armée fasciste avait échoué ; en 1949 c'était la victoire de la révolution en Chine.

L'impérialisme dont la Chine s'était libérée et au domaine de domination duquel l'Union soviétique échappa, retourne contre son propre peuple aux U.S.A., sous la forme de la terreur anti-communiste du Macarthysme.

En politique extérieure, commença l'offensive du « roll-back » ; financement tout d'abord de la guerre coloniale française au Vietnam, puis la Corée, la Malaisie, ensuite le renversement de Mossadegh en Iran, puis le Liban, l'Amérique latine, etc.

Mais le fait que l'impérialisme ne réussissait plus à séparer les formes « brutales » de sa domination dans les colonies des formes « civilisées » chez lui, signalait la faille dans l'équilibre stratégique au moment du passage à une stratégie défensive globale du capital qu'adopta l'impérialisme U.S. après la victoire de la révolution cubaine.

Commencèrent alors les programmes de contre-insurrection de Kennedy et McNamara contre les peuples du tiers monde — aux U.S.A. le contrôle et le fichage complet de l'opposition politique par la C.I.A. et le F.B.I., jusqu'à l'exécution systématique des cadres de l'opposition noire.

La guerre de résistance et de libération du peuple vietnamien et ses conséquences ont précipité l'impérialisme U.S. et son système du bloc impérialiste U.S. dans la crise, sur le plan politique, économique et militaire. La lutte du peuple vietnamien a aiguisé la contradiction prolétariat mondial — capital impérialiste, et elle a affaibli globalement la machine impérialiste. Elle était l'antagoniste par excellence, parce que — ainsi Guevara — « des possibilités révolutionnaires sont contenues dans les affrontements qui tiennent en échec tout l'appareil impérialiste ».

A ce propos la forme *intérfétatique* des relations internationales du capital, dans laquelle l'État national doit devenir institution pour le capital dominant — c'est-à-dire fonction de la politique extérieure U.S. conçue comme « politique intérieure mondiale »,

est essentielle. Elle développe une structure du pouvoir, à partir de laquelle toute guérilla, même si elle est encore faible, représente un moment d'instabilité pour tout le système d'États du bloc U.S. et à partir de laquelle chaque action de la guérilla fait apparaître le processus de désagrégation avancée du système de la production capitaliste et le développe de façon stratégique.

La crise économique de l'impérialisme ne fonctionne plus en elle-même comme instrument de la régulation et de la régénération du cycle capitaliste — et les raisons en sont politiques : dans les luttes de libération à la périphérie, le capital s'est heurté à sa limite *politique* — la politique prolétarienne. C'est une évolution dont la Révolution d'Octobre et plus tard — par l'intermédiaire de la Troisième Internationale et de la Révolution chinoise — les guerres de libération du tiers monde sont les opérateurs. Ceci est aujourd'hui conscience et stratégie, des deux côtés du rapport du capital : du côté du capital international sous l'hégémonie U.S. et du côté du prolétariat mondial.

Nous avons dit :

La brèche dans le rapport du capital a eu lieu lors de la Révolution d'Octobre. Sa défense a développé et développe encore, parallèlement au mouvement du capital, une non-simultanéité, qui a son expression parfaite dans le potentiel *over-kill* qui s'affronte : la machinerie devenue autonome.

Cela signifie que par l'obligation de développer, dans la situation de l'encerclement, une production d'armes qui soit militairement à la hauteur du potentiel de destruction de l'impérialisme, l'Union soviétique fut obligée d'adopter le modèle d'accumulation : non-simultanéité du développement de la ville et de la campagne, du développement de l'industrie lourde et de l'industrie des biens de consommation, production de surplus pour l'utiliser dans l'armement, donc destruction de plus-value avec la conséquence d'un renoncement accru à la consommation.

La marche de la Révolution d'Octobre était déterminée par le fait que la production de biens matériels en U.R.S.S., après cet Octobre, n'était pas dictée seulement par la nécessité d'une aug-

mentation radicale de la faible offre par tête en produits alimentaires, vêtements, logements, etc., mais aussi par la nécessité de constituer tout de suite une puissance militaire forte pour empêcher une reconstruction contre-révolutionnaire : l'intervention impérialiste. Staline disait en 1931 : « Nous avons cinquante à cent ans de retard sur les pays développés. Nous devons rattraper cette distance en dix ans. Ou bien nous arriverons à le faire ou bien nous serons écrasés. » En effet, dix ans plus tard, il y eut l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. De même aujourd'hui encore, la concurrence et la compétition n'ont lieu que dans le domaine de la machinerie militaire devenue autonome, et non pas comme Khroutchtchev croyait pouvoir le propager au milieu des années 1950, dans celui de la production de biens de consommation.

Cela veut dire que les deux systèmes disposent d'un potentiel de destruction qui est aujourd'hui l'expression la plus développée de la production humaine, si l'on prend comme critère le niveau scientifique et technologique que la production d'armement a permis d'atteindre.

La Révolution d'Octobre a eu des effets dans deux directions : elle a structuré le processus de la réaction et ainsi le développement du capital dans l'impérialisme, comme processus contre-révolutionnaire, et elle a organisé avec la formation de la Troisième Internationale, qui contrairement à la seconde s'est placée du côté des mouvements de libération anticolonialistes des peuples du tiers monde, le lien stratégique entre les luttes anti-impérialistes à la périphérie et celles dans les métropoles.

Ainsi c'est à partir de la Révolution d'Octobre que nous devons évaluer le rapport de forces dans les métropoles — et son histoire : révisionnisme, le désarmement de l'affrontement dans l'économie, dans les luttes économiques, dans lesquelles l'antagonisme de classe a pu devenir le moteur du développement capitaliste —

et ainsi c'est à partir de la Révolution d'Octobre qu'il faut évaluer le processus de décolonisation. Les deux se rejoignent au moment de l'équilibre stratégique et du basculement dans la défense stratégique du capital : au moment de la guerre au Vietnam.

Dans le processus de la socialisation du travail, la réaction du capital monopoliste contre l'insurrection a été l'introduction du taylorisme, et cette fois-ci globalement, avec le but explicitement politique de priver le modèle révolutionnaire comme il était apparu en Allemagne, les conseils ouvriers, de la base dans la production, des ouvriers qualifiés, qui jusqu'alors avaient la direction

dans les organisations du prolétariat — social-démocratie, syndicats etc.

Le forcing du taylorisme signifiait son utilisation *stratégique* par le capital, pour désorganiser le prolétariat en tant que classe pour soi, et le rendre de toute façon inorganisable.

Le taylorisme était le véhicule de l'offensive du capital à la base contre le prolétariat organisé — donc combattant. Le capital montre sur ce point, dans la réaction à la Révolution d'Octobre, que la production est le lieu où le prolétariat lutte par principe dans la défensive, où il ne peut *attaquer* ; que la contradiction travail salarié — capital ne peut être brisée par des luttes de classes qui se meuvent à l'intérieur de cette contradiction.

C'est par le taylorisme que le capital organise la production — et ainsi le processus du travail, de façon *politique* : un développement qui prive le travail du personnage qui était le ferment de son organisation de classe par le processus de production : l'ouvrier qualifié.

Lorsque nous constatons que l'établissement du capitalisme monopoliste, en passant par le capitalisme concurrentiel, mène à la domination du politique, c'est-à-dire de l'Etat sur l'économique, cela signifie au niveau de l'usine, que la technologie devient directement technologie de répression ; son but en tant que capital n'est plus uniquement la consommation de force de travail vive, donc d'utilisation du capital, mais la technologie elle-même devient directement instrument de domination. Ces nouvelles formes de la division du travail, découpant et en même temps intensifiant le travail manuel, amènent une nouvelle couche d'ouvriers-aristocrates dans l'usine — le technicien, qui surveille à la fois le processus du travail et le travailleur.

La conséquence de cette restructuration du prolétariat par la déqualification du travail et l'apparition de nouvelles technologies comme opérateur de la hiérarchisation des processus de travail, en un mot : de la politisation de la production, était forcément l'épuisement des organisations politiques d'ouvriers traditionnelles — des partis et des syndicats. Ce qui se passe désormais dans ces formes anciennes, c'est l'organisation des travailleurs pour le capital, parce que la condition de l'organisation pour le prolétariat — une organisation déterminée du travail (organisation de la production et ainsi stratégie) — n'appartenait plus au prolétariat.

La social-démocratie au pouvoir apparaît toujours au moment, où il s'agit pour le capital de reprendre sa ligne de défense,

pour pouvoir développer, dans la défense de la réaction, une nouvelle offensive contre le prolétariat. C'était ainsi en 1918, c'était ainsi en 1966, ainsi opérait Roosevelt dans la crise au début des années 1930, c'est ainsi au Portugal et en Espagne. En 1918, le S.P.D. avait la fonction de démanteler les luttes de classes — de retourner leurs contenus par leur intégration dans le développement du capital, par leur parlementarisation. Ce qui signifie l'expression institutionnelle, au niveau de l'Etat, du processus de restructuration que le capital avait introduit.

Il y a trois niveaux, sur lesquels se jouait l'intégration de l'antagonisme dans le développement du capital par la social-démocratie, après que Noske (ministre de la Guerre à l'époque) avait fait réprimer la révolte spartakiste par la police : par la subordination du parti sous le groupe parlementaire, si bien que la seule expression politique organisée du prolétariat était le parlementarisme, et cela signifie la politique d'Etat structuré par le capital ; par la subordination des syndicats sous le parti — ce qui implique la dépolitisation définitive des luttes de classes économiques ; et par le système des comités d'entreprise, avec lequel la social-démocratie usurpe les contenus de l'insurrection de 1918-1919 — essentiellement l'autonomie — en les reprenant de façon programmatique et en en faisant ainsi le facteur de l'organisation du prolétariat pour le capital.

Le modèle d'Etat planifié développé pour la première fois en Allemagne par la social-démocratie, qui organise la contradiction travail salarié — capital pour le capital, a été concocté par Roosevelt aux U.S.A., avec le New Deal — syndicats d'Etat et un réseau dense de postes au gouvernement dans la société, institutionnalisation de la lutte des classes comme modèle de domination de la crise : c'est de là qu'il a été ré-importé dans les trois zones ouest après 1945, par les forces d'occupation U.S., dans le processus de la restauration du capital monopoliste ; c'est à partir de là que le prolétariat ouest-allemand a été organisé directement par le capital U.S., par l'intermédiaire de la social-démocratie achetée par le capital U.S., et des syndicats structurés et financés par la C.I.A.

La troisième ligne, qui, avec l'irruption de la Révolution d'Octobre dans le rapport du capital, est devenue l'opérateur de l'affrontement global entre processus révolutionnaire et impérialisme, est les luttes de libération anticolonialistes, qui avaient leur point de départ commun et leur centre de discussion et de coordination dans la Troisième Internationale — cela concerne surtout les luttes de libération en Asie du Sud-Est, par lesquelles, en 1945,

les vieilles puissances coloniales, l'Angleterre, la France et la Hollande furent ébranlées, si bien qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale impérialiste, les U.S.A. étaient devenus la dernière puissance dirigeante, impérialiste, néo-colonialiste, dominante.

Lorsque l'U.R.S.S. disposa finalement, comme les U.S.A., d'armes nucléaires, la condition politique fut créée par le pacte atomique, pour le développement des luttes armées de libération à la périphérie contre l'impérialisme U.S., dans la mesure où cela rendait possible, « sous sa protection », des guerres locales limitées régionalement, sans que cela déclenche une troisième guerre mondiale, ou si l'on veut, sans s'attirer tout le potentiel de destruction des U.S.A.

Il est important de constater que, bien que le modèle d'accumulation soviétique n'ait évidemment pas pu représenter une force d'attraction pour le prolétariat dans les centres d'accumulation du capital et que les partis communistes dans les centres, organisés dans la Troisième Internationale, n'aient pu arriver, après 1917, à aucune politique autonome révolutionnaire, le développement de l'opposition Est-Ouest vers la ligne de démarcation comme conséquence et fonction de la Révolution d'Octobre, est resté irréversible.

C'est ainsi que la victoire du peuple vietnamien sur les U.S.A. a pu rétablir l'équilibre entre processus révolutionnaire et impérialisme, que le passage de l'impérialisme dans la défensive a pu devenir la rupture stratégique du système.

Nous avons dit : le Vietnam est le moment de l'équilibre stratégique entre l'impérialisme et la révolution, et ainsi le commencement d'une évolution au cours de laquelle l'impérialisme est acculé à la défensive stratégique.

L'affrontement militaro-politique sur la ligne de démarcation Nord-Sud développe la ligne de démarcation à l'intérieur de la métropole, qui amène le capital, du fait de la modification de la composition organique, qui lui est imposée par la technologie de guerre etc., et du fait de la chute du taux de profit, à se heurter à sa propre limite. Ainsi la crise dans les métropoles n'est pas seulement une crise cyclique, c'est-à-dire une crise de surproduction, elle est avant tout structurelle. Les formes de transmission, donc le marché et la monnaie, ne correspondent plus aux conditions réelles à la base, elles ne les transmettent plus, parce qu'à la base le rapport du capital au mode de production — machinerie au stade de passage à l'automation — est devenu dysfonctionnel. La situation de l'impérialisme est caractérisée par le fait qu'il n'a plus de

stratégie, qu'il n'est plus capable que de poursuivre un seul but : entraver le processus historique — processus qui est tout aussi bien saisi par le concept d'expropriation que par le concept de conquête du pouvoir, et dont le projet — communisme — est finalement le bouleversement total des rapports de production, du mode de production et donc de l'organisation sociale, des formes de communication entre les hommes — finalement le dépassement, la fin de la politique.

En Europe, le projet de la défensive américaine est la formation d'un bloc homogène et intégré sous la direction de la République fédérale de la social-démocratie. Nous avons développé et analysé cette détermination à partir du mouvement du capital et du rapport de forces entre les mouvements de libération du tiers monde et l'impérialisme U.S. Nous allons maintenant concrétiser ceci par quelques points et montrer comment ce bloc homogène est imposé, par la centralisation et la restructuration des appareils d'Etat, leur large usurpation répressive des fonctions sociales — en bref : leur transformation en départements de l'Etat fasciste développé.

Ce développement de la transformation des appareils d'Etat en un instrument de contrôle centralisé et intégré du capital, peut être montré à partir de l'exemple de la loi sur le Service pour la Protection de la Constitution dans le Land de la Basse-Saxe — des lois analogues ont été adoptées ou sont en préparation dans d'autres Länder fédéraux : elle fonctionne, à ce stade de la création du bloc intégré, comme centrale des services de renseignements. Elle oblige tous les services administratifs à transmettre des informations au Service pour la Protection de la Constitution — sans qu'on leur demande, automatiquement ; le terme employé pour cela est « obligation de rapport ». Par cela, tous les services administratifs, y compris les media, institutions de droit public, sont transformés en un gigantesque centre de renseignements à la solde du Service pour la Protection de la Constitution.

Il se développe un appareil de services secrets qui dispose de l'instrument de canaux de communication du bas vers le haut et du haut vers le bas — un appareil de renseignements dans lequel le peuple est totalement objet.

C'est la transformation des media en une super-agence de renseignements, qui fonctionne à deux niveaux : contrôle et fichage, et conduite psychologique de la guerre. Elle est possible par un appareil, dont le fonctionnement pourrait atteindre une totalité ab-

solue, qu'un ministère de la propagande serait incapable d'atteindre.

1 p
Un appareil qui rassemble les informations, les met en fiches, les transmet à la Sûreté de l'Etat/au Service pour la Protection de la Constitution — à la C.I.A., voire à l'O.T.A.N. — qui les analyse et qui, d'après les résultats, crache de nouvelles informations, structurées psychologiquement — pour contrôler, voire développer des campagnes par lesquelles la restructuration est imposée.

(Un exemple : les lois d'exception, et comment elles ont été imposées dans les procès contre les prisonniers de la R.A.F., par des campagnes de guerre psychologique contre les prisonniers et contre les avocats : par des manœuvres relevant de la guerre civile, jusqu'aux opérations et programmes de contre-guerrilla planifiés, introduits par la C.I.A. qui en fournit le matériel — comme par exemple, le dépôt et l'explosion de bombes dans les consignes automatiques de gares organisés par la Sûreté de l'Etat, ou bien les programmes d'extermination, structurés psychiatriquement, contre les prisonniers —)

1 p
La loi sur le Service pour la Protection de la Constitution du Land de Basse-Saxe est un exemple expliquant le fond du problème, parce que le moment global de la stratégie militaire impérialiste est la conduite psychologique de la guerre, donc la manipulation des masses — nécessaire du fait qu'une mobilisation réactionnaire des masses n'est plus possible. L'impérialisme n'a pas de projet pour lequel il puisse encore mobiliser les masses.

1 p
Le projet que le Premier ministre belge Tindemans propage maintenant pour la C.E.E., correspond exactement aux buts de la social-démocratie d'organiser, pour le capital américain, l'Europe occidentale en un bloc politique économique et militaire, qui sera dirigé par le Pentagone. La proposition du F.D.P. à ce propos est d'intégrer les appareils de sécurité intérieure et extérieure, donc le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense, tandis que Maihofer, à un niveau inférieur, opère la militarisation de la politique intérieure européenne — en visant l'homogénéisation horizontale et verticale des appareils répressifs d'Etat à l'intérieur de l'Europe occidentale — par l'intermédiaire de la conférence des ministres de l'Intérieur de la C.E.E. L'intégration de la politique intérieure de l'Europe occidentale dans l'O.T.A.N., par l'intermédiaire des machines de répression, signifierait que tout l'appareil de la Sûreté de l'Etat et de la police, c'est-à-dire police, police de la frontière (B.G.S.), commandos mobiles d'intervention (M.E.K.), Office fédéral de la Police criminelle (B.K.A.) et son

ordinateur, qui est quand même le plus important ordinateur de police dans le monde, deviendrait une dépendance ou plus exactement : une fonction directe du Pentagone —

La forme institutionnelle que revêt le projet, dès aujourd'hui, est la réserve des forces d'intervention de l'O.T.A.N., dont l'utilisation contre les mouvements révolutionnaires en Italie, en Grèce, en Espagne, au Portugal appartient dès aujourd'hui à la doctrine des ministres des Affaires étrangères de la C.E.E.

Le but de la social-démocratie est d'imposer ce projet d'intégration de la politique intérieure et extérieure des Etats de l'Europe occidentale, par l'intermédiaire de l'énorme potentiel économique de l'impérialisme ouest-allemand, au niveau des gouvernements et d'une manière opérationnelle — par les partis sociaux-démocrates, par l'intermédiaire de l'Internationale Socialiste.

(Brandt : « Le désir d'unification sur le plan mondial ne doit pas, d'après moi, nous empêcher de faire — de faire surtout cela aussi — ce qui est nécessaire et possible devant notre porte pour aider la social-démocratie européenne à atteindre une consistance renforcée et une qualité meilleure. Et quand je parle de la social-démocratie européenne, je pense, dans le sens opérationnel, aux parties de la communauté s'élargissant directement ou indirectement. » — Brandt, Kreisky, Palme : « Lettres et conversations ».)

Nous ne disons pas que le développement de ce bloc en Europe occidentale est une chose acquise — c'est un projet. Il s'agit pour nous, en montrant en Allemagne fédérale la stratégie de la social-démocratie comme stratégie des U.S.A., d'en empêcher la réalisation.

1 p
Le bloc ouest-européen qu'envisage l'Allemagne fédérale comme Etat représentant les U.S.A. en Europe occidentale, ainsi que la social-démocratie comme une fonction de la politique extérieure U.S., devrait être, selon les conceptions de Herold, organisé d'après le modèle de structure de la R.F.A. comme fédération ; cette structure dans laquelle la B.K.A., pour les poursuites contre la R.A.F., avait organisé des commissions spéciales dans toutes les capitales des Länder — auxquelles étaient subordonnés la police criminelle de chaque Land, la police de protection, le Service pour la Protection de la Constitution de chaque Land (Verfassungsschutz) et les unités de la police de la frontière (Bundesgrenzschutz), qui étaient chargés des recherches. Le « modèle fédératif de la R.F.A. », cela signifie donc, en d'autres mots : sous la direction centrale, c'est-à-dire le commandement de la Républi-

que fédérale, de sa Sûreté de l'Etat, composée de l'Office fédéral de la Police criminelle (B.K.A.), de l'Accusation fédérale, du Service pour la Protection de la Constitution, des services secrets, du ministère fédéral de l'Intérieur, etc.

Cela est formulé dans la phrase de Genscher (ministre des Affaires étrangères, F.D.P.), par laquelle il récusé la critique de l'Union soviétique du plan Tindeman — le fait qu'on n'apprend même plus le contenu de cette critique par la presse est assez significatif — : toute tentative de s'immiscer ici est une tentative de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Communauté européenne.

Ici Genscher se fait le porte-parole d'une unité politique, économique et militaire de l'Europe occidentale, qui n'existe que par la prétention d'en être l'exécutif, le centre, la centrale de commandement. Genscher anticipe par là le plan Tindeman comme s'il était déjà réalisé — il dicte par là les relations Communauté européenne — Union soviétique. « Immision dans les affaires intérieures » est tout de même un délit en droit international — c'est-à-dire que Genscher prononce par sa phrase la menace de la guerre (froide) entre C.E.E. et Union soviétique.

L'initiative actuelle de Maihofer, d'imposer, par l'intermédiaire de la Communauté européenne — puisque cela ne marche plus par l'O.N.U. — une convention antiterroriste — un « pacte » comme on nomme la chose — où il s'agit essentiellement de sanctions contre les Etats du tiers monde, qui offrent l'asile à des guérilleros (par exemple par un boycott conséquent, par le retrait d'aide au développement) a pour but de faire passer la même prétention de direction de la R.F.A. — ici dans la relation C.E.E.-tiers monde.

Voilà la correspondance, en politique intérieure, de la réaction U.S. en Europe, à la ligne désormais ouverte de la stratégie militaire américaine et donc de la doctrine de l'O.T.A.N., selon laquelle les U.S.A. peuvent employer des armes nucléaires même pour une stratégie préventive. Dans le cas d'un conflit tel que les manœuvres de l'O.T.A.N., Wintex 75, le supposent, le président des Etats-Unis décide après 7 jours l'utilisation d'ogives atomiques au-dessus du centre de l'Europe — en tout, pour ces manœuvres, on a supposé l'éventualité de 200 ogives nucléaires au-dessus de la R.F.A. — sur Hambourg, Cologne, Hannover, la Ruhr, Francfort, Stuttgart et Munich — de cinq millions de morts et de la transformation de la R.F.A. en désert atomique intégral, en supposant par ailleurs que dès le huitième

jour il deviendrait impossible, en fonction de la situation des manœuvres, de déterminer de quel côté les bombes sont lancées.

Ce qui signifie simplement : lorsque la conception fautive de la conduite conventionnelle de la guerre en Europe occidentale se sera effondrée, le potentiel nucléaire U.S. transformera en désert le territoire de la R.F.A. que l'on ne pourra plus tenir.

La nature de la stratégie militaire et de la politique militaire impérialiste s'est révélée dans la stratégie de génocide des U.S.A. contre le Vietnam : là-bas il est devenu manifeste que le but de guerre de la politique militaire impérialiste est l'extermination totale.

(La formulation de Westmoreland était : « Ou bien le Nord-Vietnam cesse son agression, ou bien nos bombes le feront retourner à l'âge de pierre. ») Et si, il y a quelques mois, Leber (ministre fédéral de la Défense, S.P.D.) dans la ligne des manœuvres Wintex 75, a donné son accord à la doctrine du Pentagone de l'attaque atomique préventive, et, de ce fait, à la destruction atomique du territoire de la R.F.A., cela caractérise très clairement et sans précédent historique, la fonction de la social-démocratie pour le capital américain. Voilà la politique militaire d'un gouvernement qui n'a même pas son pareil dans la politique militaire des régimes fantoches du tiers monde — peut-être tout au plus Syngman Rhee en Corée, qui — comme la conception de Leber — a donné son accord à la destruction totale de son pays — pendant la guerre de Corée. On ne peut mieux illustrer le statut colonial de la R.F.A. par rapport aux U.S.A. Il n'y a aucun gouvernement au monde, et il n'y en a jamais eu aucun, qui ait ainsi évoqué publiquement la destruction totale du peuple qui est sous sa domination, dans l'intérêt d'une puissance étrangère.

Les bases de ces conceptions ne sont pas des hypothèses fictives et invraisemblables, mais des estimations réalistes d'une situation possible et de son évolution.

Ainsi, elles contiennent en même temps une condition tacite, mais nécessaire : la manipulation totale et scientifique du peuple, un retournement complet du rapport être et conscience dans la réception de chaque individu et du peuple — donc : publique.

Cela signifie : la condition nécessaire de cette conception de la stratégie militaire impérialiste (dans laquelle seule la politique

du capital se manifeste) est l'obligation de restructurer l'opinion publique par des stratégies de manipulation, et de la *re-situer* comme opinion publique de l'Etat impérialiste : ici se révèle le caractère général de la stratégie de la conduite psychologique de la guerre.